

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemerrier
5 avenue de la Palette
95010 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 29/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LA ROUTIERE DE L'EST PARISIEN-REP

Route d'Ecouen
95720 Bouqueval

Références : ud95-2025-0041
Code AIOT : 0006506767

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/11/2024 dans l'établissement LA ROUTIERE DE L'EST PARISIEN-REP implanté LA FERME DU CHATEAU lieu dit du Paradis 95720 LE PLESSIS-GASSOT. L'inspection a été annoncée le 15/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Compte tenu des enjeux relatifs au stockage des déchets et de l'envergure de ce site, l'établissement LA REP du Plessis-Gassot est un site ICPE considéré prioritaire par l'Inspection. À ce titre, au moins une visite d'inspection a lieu chaque année sur le site. L'inspection de fin d'année permet de dresser un premier bilan de l'année en cours.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LA ROUTIERE DE L'EST PARISIEN-REP
- LA FERME DU CHATEAU lieu dit du Paradis 95720 LE PLESSIS-GASSOT
- Code AIOT : 0006506767
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société REP exploite sur les communes du Plessis-Gassot, Mesnil-Aubry et d'Ecouen une carrière de sablon et limons et une installation de stockage de déchets non dangereux (ordures ménagères, refus de tri d'encombrants, déchets d'activité économique ultimes) pour le comblement des vides de fouille de la carrière. Une plate-forme de compostage de déchets verts et une autre de broyage de bois sont également exploitées par la société sur le site. Elle a également développé une activité de traitement de terres polluées.

Les installations sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2006 modifié en dernier lieu le 3 novembre 2021.

L'arrêté ministériel sectoriel du 15 février 2016 modifié s'applique également. Les prescriptions applicables sont celles les plus contraignantes de ces arrêtés.

Les principales caractéristiques du site sont :

- capacité journalière maximale : 3 600 t/j de déchets pouvant être accueillis ;
- capacité annuelle : 1 100 000 t/an de déchets pouvant être stockés dont 790 000 t/an au maximum de déchets non dangereux non inertes ;
- durée d'exploitation fixée à 21 ans à partir du 19 décembre 2006.

La principale activité du site concerne le stockage de déchets non dangereux qui relève des rubriques 3540-1 (IED) et 2760-2b de la nomenclature des installations classées.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Quantité de déchets stockés	AP Complémentaire du 03/11/2021, article 1	Sans objet
2	Registre des déchets reçus	Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 8.1.2.4.2	Sans objet
3	Rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 05/03/2012, article 3.2.4	Sans objet
4	Rejets aqueux – VLE	Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 4.3.9.1	Sans objet
5	Rejets aqueux – Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 9.2.2	Sans objet
6	Plan des zones à risques	Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 7.2.2	Sans objet
7	Contrôle des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 7.3.3	Sans objet
8	Plan d'intervention	Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article 71.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas mis en évidence de non-conformités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Quantité de déchets stockés

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/11/2021, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Quantité de DND stockés
Prescription contrôlée : Capacité de l'installation au titre des rubriques 3540-1 et 2760-2 : Installation existante : Poursuite et extension de l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux. Capacité journalière maximale autorisée : 3 600 t/j Capacité annuelle maximale autorisée : 1 100 000 t/an de déchets dont : - 790 000 t/an de déchets non dangereux hors déchets inertes - 160 000 t/an en valorisation de déchets non dangereux d'aménagement tels que définis à l'article 2 du présent arrêté. Durée : 21 ans à compter du 19/12/2006 Volume total de déchets pouvant être admis à compter du 19/12/2006 : - Poursuite de l'exploitation : 5 000 000 m ³ - Extension : 14 000 000 m ³
Constats : A date de l'inspection, le site a accueilli 479 000 t de déchets depuis le 01/01/2024 ce qui marque une baisse de l'activité. La REP s'attend à un possible déstockage des clients avant le 01/01/2025 date de la mise en place de la surTGAP. L'exploitant n'a pas noté de baisse du nombre de producteurs, mais une baisse des tonnages de déchets d'activité économique apportés par chacun d'eux qui serait un marqueur de la crise économique, notamment du secteur automobile. L'exploitant n'a pas noté de reprise en septembre après les JOP. Les tonnages entrant sont en deçà des capacités autorisées, la prescription est donc respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Registre des déchets reçus

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 8.1.2.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets reçus
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour le registre des déchets présentés à l'entrée des installations. Ce registre comporte a minima les informations suivantes : 1- la désignation des déchets et leur code (...) 2- la date de réception des déchets ; 3- le tonnage des déchets réceptionnés ;

- 4- la référence du certificat d'information préalable ou du certificat d'acceptation préalable ;
- 5- le nom et l'adresse de l'expéditeur ;
- 6- le cas échéant, le nom et l'adresse des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés et triés ;
- 7- le nom, l'adresse du transporteur (...) ainsi que le numéro d'immatriculation du véhicule ;
- 8- l'identification de l'alvéole et du casier où les déchets sont stockés ;
- 9- les résultats des contrôles réalisés à la réception des déchets, y compris les contrôles sur les documents d'accompagnement ;
- 10- la date de délivrance de l'accusé de réception des déchets adressé au producteur des déchets ou à leur détenteur ;
- 11- le cas échéant, la date de la notification de refus et le motif de refus de prise en charge des déchets.

Constats :

L'inspection s'est focalisée sur la gestion des refus mentionné aux points 9 et 11 de l'article 8.1.2.4.2 de l'arrêté préfectoral.

La REP a indiqué la procédure générale en cas de refus d'un déchet entrant sur le site :

Un déchet peut être refusé dès la demande formulée par un client via le certificat d'acceptation préalable. Dans ce cadre le déchet n'arrive pas sur le site.

Pour tout transport ayant reçu l'acceptation préalable, un contrôle visuel et documentaire a lieu au passage à la bascule ou sont contrôlés le poids mais également la radioactivité potentielle du chargement. Les camions étant bâchés, la réalisation d'un contrôle visuel est difficile. Des chargements sont parfois refusés dès cette étape.

Le deuxième contrôle a lieu au déchargement dans le casier ou en zone de transit (quai de rupture, plateforme bois...). Dans ces zones, la responsabilité du contrôle revient au chef d'équipe ou aux conducteurs d'engins. En cas de détection, les équipes communiquent par radio afin d'informer la chaîne hiérarchique et la bascule.

Le chef d'équipe s'assure du rechargement des produits refusés. Le camion est pesé en sortie afin de déterminer la part laissée sur place et la part renvoyée.

Les informations sont notées dans un registre des chargements refusés.

L'exploitant a indiqué que des procédures spécifiques existent afin de gérer les conflits, les tentatives d'intimidation, de passage en force ou les tentatives de corruption d'agents. Un canal d'urgence radio permet de gérer les situations conflictuelles et de prévenir les forces de l'ordre si nécessaire.

Les prescriptions sont respectées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/03/2012, article 3.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations de valorisation du biogaz doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration (...) :

- Poussières : 75 mg/m³
- SOx en équivalent SO₂ : 400 mg/m³

<ul style="list-style-type: none"> - NOx en équivalent NO2 : 525 mg/m³ - CO : 1200 mg/m³ - COVNM : 50 mg/m³
<p>Constats :</p> <p>Les rejets atmosphériques sont contrôlés en sortie d'échappement des moteurs de cogénération et des torchères de combustion des biogaz.</p> <p>Les derniers contrôles réglementaires ont été réalisés les 28 et 29 mai 2024 pour les torchères, du 30 mai au 4 juin pour les moteurs 1 à 7. Le moteur 8 a été contrôlé le 25/09.</p> <p>Tous les résultats sont conformes aux VLE prescrites. Les équipes de la REP ont indiqué que depuis cette année, les prestations de maintenance des moteurs avait été internalisée. Les moteurs utilisés étant très spécifiques, il est devenu plus simple de gérer la maintenance en interne que de trouver des prestataires compétents sur ces équipements. La REP a noté une amélioration de la fiabilité depuis cette date qui s'est traduite par une conformité de tous les moteurs dès le premier contrôle réglementaire ce qui n'était pas le cas les années précédentes.</p> <p>La prescription est respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Rejets aqueux – VLE

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 4.3.9.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, VLE des eaux résiduelles après épuration</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des effluents dans le milieu récepteur et après épuration, les valeurs limites en concentration et en flux au point de rejet n° 2.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalise son autosurveillance concernant la qualité des eaux rejetées selon les fréquences imposées. Il a présenté les rapports correspondants en séance. Ces rapports sont, par ailleurs, envoyés chaque trimestre à l'inspection. Les résultats (rejet n° 2) sont conformes chaque mois sur l'ensemble des paramètres mesurés.</p> <p>L'exploitant a tenu à préciser que malgré une année très pluvieuse qui s'est traduite par une augmentation des volumes d'eau, les quantités captées sont restées inférieures à la limite de l'arrêté d'autorisation du site.</p> <p>L'exploitant a également réalisé la campagne de mesure des PFAS conformément à la réglementation et a transmis les résultats à l'inspection..</p> <p>Le contrôle inopiné a été réalisé le 7 octobre 2024. L'exploitant n'est pas encore en possession du rapport à la date de l'inspection.</p> <p>La prescription contrôlée est respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Rejets aqueux – Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 9.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des eaux résiduaires
Prescription contrôlée : L'exploitant effectue un programme de surveillance de ses rejets aqueux. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais. L'exploitant doit réaliser les mesures en continu des paramètres suivants : (rejet n°2) Les mesures comparatives mentionnées à l'article 9.1.2 sont réalisées au moins une fois par un et pour l'ensemble des paramètres.
Constats : L'exploitant a effectué en 2024 le programme de surveillance de ses rejets aqueux. Il a fait réaliser les mesures en continu des paramètres suivants prévus sur le rejet n° 2. Les mesures comparatives mentionnées à l'article 9.1.2 ont été réalisées et, pour l'ensemble des paramètres, les résultats sont conformes. Les résultats sont également périodiquement transmis à l'inspection puis sont synthétisés dans le rapport annuel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Plan des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des zones à risques
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoins rappelés à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.
Constats : Le plan de zones à risque modifié suite à la non-conformité identifiée lors de l'inspection de décembre 2023 a été présenté à l'inspection en séance. Il comprend maintenant un plan général et des plans annexes par grandes zones de risques spécifiques. Ce plan est tenu à jour et est compris dans le PDI de l'établissement. Le PDI comprend également

<p>un état des stocks des produits dangereux.</p> <p>L'inspection a ainsi pu constater que ce document est correctement maintenu et considère donc que cette prescription est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le suivi interne postérieur aux contrôles réglementaires électrique avait été identifié comme point de non-conformité lors de l'inspection PPC de 2023. A la suite de cette remarque, l'exploitant a mis en place un tableau de suivi détaillé reprenant le suivi des actions réalisées, en cours ou planifiée. Ce tableau de suivi est maintenant un outil contrôlé par l'inspection périodiquement. Ce document étant volumineux, l'inspection a demandé à la REP de la transmettre par mail pour analyse, ce qui a été fait le 19 décembre 2024.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a également présenté le rapport du dernier contrôle réalisé par l'APAVE entre les 1 et le 10 juillet 2024. Les différentes anomalies constatées ont bien été intégrées dans le tableau général de suivi.</p> <p>L'inspection a constaté une amélioration du suivi des anomalies électriques. La REP a également indiqué que l'ensemble des visites périodiques obligatoires sont suivies par une seule et même personne.</p> <p>L'inspection n'a pas identifié d'éléments non conformes à la prescription.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Plan d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article 7.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'intervention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan d'intervention est établi en accord avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours. Ce plan est mis à jour autant que de besoin notamment avant chaque modification notable.</p>
Constats :

Le plan de défense incendie du site existant est en cours de modification. Une réunion de travail a eu lieu entre le SDIS 95 et La REP en juillet 2024 suite aux remarques du SDIS consécutives à l'instruction du dossier du permis de construire de la création de l'activité CSR sur la plateforme de rupture de charge.

Le SDIS avait alors indiqué que de gros moyens étaient mis en œuvre sur le site mais que leur caractère opérationnel devait être amélioré.

Les modifications à apporter sont parfois importantes comme le rajout de poteaux bleu à proximité des bâches incendies en lieu et place des raccords existants.

Afin de répondre à ces demandes, La REP a présenté un plan d'action présentant les actions réalisées, les actions en cours de réalisation puis la priorisation des actions encore à mener ainsi que des devis correspondants.

Compte tenu des coûts et des délais, La REP indique que ces travaux s'échelonneront sur l'année 2025, probablement jusqu'en 2026..

Le plan d'action a été transmis par mail à l'inspection le 12 décembre 2024.

L'inspection n'apporte pas de remarques à la stratégie retenue.

L'inspection sera néanmoins vigilante quant à la réalisation des travaux d'amélioration et demande à l'exploitant de l'informer de l'avancement à minima d'ici 6 mois mais également en cas de difficultés.

L'inspection considère que bien qu'en cours de modification et d'amélioration, l'établissement dispose bien d'un PDI opérationnel, la prescription est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite